

# — Regards économiques —



N° 19 - Mai 2015



## Le Crédit Impôt Compétitivité Emploi (CICE) : 1<sup>er</sup> bilan

### Quelques chiffres :

**PIB France 2014 :**  
2 133,6 Mds d'euros

**Inflation**  
(moyenne des 12 derniers mois  
à fin avril) :  
0,22 %

**Dette publique**  
(fin du 4<sup>ème</sup> trimestre 2014) :  
2 038 Mds d'€, 95,0 % du PIB

**Balance commerciale** (douze  
derniers mois à fin avril 2015) :  
- 49,7 Mds d'€

**Chômage au sens du BIT**  
(1<sup>er</sup> trimestre 2015) :  
10,3 %

**Dépenses publiques 2014 :**  
1 226 Mds d'€, 57,2 % du PIB

### \* Chèque en blanc

La créance de CICE 2014, au titre des salaires versés en 2013, est estimée à 10,7 milliards d'euros. En 2015, la créance de CICE, au titre des salaires versés en 2014, représenterait 17,4 milliards d'euros (passage du CICE de 4 % de la masse salariale inférieure à 2,5 SMIC à 6 %).

Alors que les entreprises ont jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet pour informer et consulter le comité d'entreprise sur l'utilisation du CICE (article L2323-26-1 du code du travail), c'est l'occasion pour nous de faire un premier bilan du dispositif.

En 2013, la CFE-CGC mettait en avant le fait que le CICE poursuivait des objectifs trop flous (investissement, recherche, innovation, formation, recrutement, prospection de nouveaux marchés, transition écologique et énergétique et reconstitution de leur fonds de roulement) et que son utilisation était trop peu encadrée. Nous évoquons alors un (gros) chèque en blanc\* pour les entreprises alors qu'une priorité donnée à la montée en gamme des produits français était nécessaire.

La première année d'existence du CICE semble confirmer nos craintes. Les remontées du terrain sur les informations / consultations menées en 2014 font état d'une première année d'information / consultation très médiocre : pas ou peu d'information sur l'utilisation du CICE, justification à posteriori de l'utilisation du CICE, pas d'association en amont dans les décisions d'investissements... Si une partie de ces constats pouvait s'expliquer par un effet d'apprentissage important, aussi bien au niveau des directions que de nos représentants du personnel, ce ne sera pas le cas des informations / consultations menées en 2015. Il est donc important de nous faire part de vos expériences en entreprises.

La nécessité de récolter des informations est d'autant plus grande que les premières données d'évaluation sérieuses sur l'utilisation et l'efficacité du CICE ne seront pas disponibles avant 2016, voire 2017.

Pour la CFE-CGC, qui fait partie du comité de suivi du CICE, confié à France Stratégie, cette situation est regrettable et difficilement compréhensible alors que le CICE est amené à représenter près de 20 milliards d'euros d'argent public en rythme de croisière. En outre, François Hollande, en annonçant en novembre dernier la transformation du CICE, à compter de 2017, en un nouvel allègement des cotisations sociales patronales, n'encourage pas les entreprises à s'approprier et à utiliser correctement le dispositif.

Pour toutes ces raisons, la CFE-CGC reste à ce jour très mitigée sur l'efficacité du CICE.

# Un premier trimestre encourageant !

## 1. Comptes trimestriels

### • Croissance

Au premier trimestre 2015, le PIB en volume augmente de 0,6 % après une stabilité au quatrième trimestre 2014. Les dépenses de consommation augmentent (+ 0,8 % après + 0,1 %) tandis que l'investissement recule (- 0,2 % après - 0,4 %). Les exportations ralentissent (+ 0,9 % après + 2,5 %) alors que les importations accélèrent (+ 2,3 % après 1,5 %).

### • Chômage

En moyenne sur le premier trimestre 2015, le taux de chômage au sens du BIT (personne qui n'a pas travaillé, ne serait-ce qu'une heure, au cours de la semaine donnée) est de 10,3 % de la population active en France, après 10,4 % fin 2014. En France métropolitaine, il baisse de 0,1 point par rapport au trimestre précédent, à 10,0 %. Il diminue surtout pour les personnes âgées de 50 ans ou plus. Sur un an, le taux de chômage augmente de 0,2 point en métropole.

## 2. Entreprises

### • Enquête sur les investissements dans l'industrie

L'enquête Insee d'avril établit qu'en 2015, les chefs d'entreprise de l'industrie manufacturière anticipent une progression de 7 % de leur investissement soit une révision à la hausse de quatre points par rapport à leur estimation de janvier. Cette révision concerne tous les grands secteurs excepté celui des biens d'équipement (- 2 points).

### • Indicateurs de climat des affaires et de retournement conjoncturel

- En mai, l'indicateur de climat des affaires s'améliore. Après une stabilité en avril, il gagne un point mais reste inférieur (97) à son niveau moyen de long terme (100). L'indice progresse dans tous les secteurs :

quatre points dans le commerce de gros, deux points dans le commerce de détail et les services, et un point dans l'industrie et le bâtiment.

- L'indicateur de retournement pour l'ensemble de l'économie augmente légèrement et repasse en zone favorable.

## 3. Ménages

### • Dépenses de consommation des ménages

En avril, les dépenses de consommation des ménages en biens sont quasi stables : + 0,1 % après - 0,7 % en mars. La consommation alimentaire reste dynamique (+ 0,4 % après + 0,5 % en mars), tandis que la consommation en énergie diminue légèrement (- 0,3 %) après une forte baisse en mars (- 3,3 %) ; les achats de biens durables quant à eux se replient (- 0,4 % après + 1,0 %).

### • Enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages

En mai 2015, la confiance des ménages se replie d'un point (93) après avoir progressé de huit points entre octobre 2014 et avril 2015.

## 4. Chômage

En avril, le nombre de demandeurs d'emploi n'ayant exercé aucune activité (catégorie A) augmente de + 0,7 % (+ 26 200). Les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans sont plus spécifiquement concernés par cette hausse (+ 0,9 %), le nombre de jeunes de moins de 25 ans sans emploi augmentant quant à lui de 0,8 %.

Sur un an, le chômage des plus de 50 ans progresse plus vite (+ 8,7 %) que le chômage toutes catégories confondues (+ 5,1 %) et que celui des jeunes (+ 2,2 %).

Le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C qui inclut les demandeurs d'emploi ayant exercé une activité au cours du mois, progresse quant à lui de 1,0 % (+ 54 100) et augmente de 7,1 % sur un an

### Contacts :

Alain Giffard, secrétaire national en charge du secteur Économie et Industrie

✉ alain.giffard@cfecgc.fr

Service Économie : Anne Bernard, Francine Didier, Kevin Gaillardet et Justine Vincent

✉ kevin.gaillardet@cfecgc.fr